

 <p>Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales</p>	<p>Direction générale de l'administration</p> <p>Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales</p> <p>Bureau des affaires statutaires et réglementaires</p> <p>Adresse : 78, rue de Varenne 75 349 PARIS CEDEX 07 SP</p> <p>Suivi par : Rodolphe JAYET-GENDROT</p> <p>Tél : 01.49.55.40.31 Fax : 01.49.55.83.20. Réf. Classement : RJG/Notes de service/ARTT/Travail de nuit</p>	<p>NOTE DE SERVICE DGA/SDDPRS/N2002-1225 DATE : 04 JUILLET 2002</p>
--	--	--

Date de mise en application : 1^{er} janvier 2002

Objet : Indemnisation et compensation du travail normal de nuit

Bases juridiques :

- décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
- décret n°2002-757 du 2 mai 2002 portant compensation ou indemnisation du travail normal de nuit au ministère de l'agriculture et de la pêche ;
- arrêté du 18 octobre 2001 relatif aux cycles de travail au ministère de l'agriculture et de la pêche ;
- arrêté du 2 mai 2002 fixant la compensation et le montant de l'indemnisation du travail normal de nuit au ministère de l'agriculture et de la pêche ;
- circulaire n°2001-1004 du 2 août 2001 relative à la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Résumé : la présente note de service présente les nouvelles dispositions relatives à l'indemnisation ou à la compensation du travail normal de nuit.

Mots clés : travail de nuit, cycle de travail, indemnisation, compensation

Plan de Diffusion	
Pour exécution :	Pour information :
Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Etablissements publics Syndicats

La présente note de service présente les nouvelles dispositions relatives à la compensation ou à l'indemnisation du travail de nuit à partir du 1^{er} janvier 2002 dans le cadre de la mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT) et selon les dispositions du décret n°2002-757 du 2 mai 2002 portant compensation ou indemnisation du travail normal de nuit au ministère de l'agriculture et de la pêche et de son arrêté d'application du même jour.

Les informations présentées ci-dessous seront complétées par les dispositions de gestion du dispositif.

1. Définition du « travail normal de nuit »

Le travail normal de nuit correspond à l'exercice par un agent de tout ou partie de ses fonctions entre **21 heures et 6 heures pendant la durée normale de la journée de travail**. Ce travail correspond donc à l'application du cycle de travail et n'a pas de caractère exceptionnel.

Le travail effectué de nuit mais en-dehors du cycle de travail correspond à un travail exceptionnel et relève des dispositions relatives aux heures supplémentaires. Celles-ci relèvent du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Leur mise en application au ministère chargé de l'agriculture nécessite encore l'intervention d'un arrêté conjoint aux ministres chargés de l'agriculture, de la fonction publique et du budget qui est en cours d'élaboration.

2. Champ d'application

La compensation et l'indemnisation compensant le travail normal de nuit, et détaillées ci-dessous, sont applicables à l'ensemble des services et des établissements du ministère de l'agriculture et de la pêche ainsi qu'à l'ensemble des personnels titulaires et non titulaires et quelle que soit la catégorie statutaire.

Toutefois, cette compensation et cette indemnisation sont exclusives de tout autre rémunération ou de tout autre compensation attribuée à ce titre. Ainsi, les vétérinaires inspecteurs vacataires et les préposés sanitaires vacataires n'entrent pas dans le champ d'application de la présente note de service puisqu'ils disposent d'un dispositif propre (arrêté du 23 février 2001).

3. Compensation ou indemnisation

La compensation horaire du travail normal de nuit est fixée à une demi-heure par heure de travail effectif, dans la limite de deux heures par semaine. L'indemnisation du travail normal de nuit est fixée à 7,62 € par heure.

L'indemnisation et la compensation sont exclusives l'une de l'autre.

Le nouveau dispositif prévoit donc une compensation ou une indemnisation en deux temps :

- 1) **pour les quatre premières heures de travail normal de nuit** chaque semaine, chaque agent a le choix entre la compensation ou l'indemnisation, sous réserve des nécessités de service liées à l'obligation de continuité du service public. Il indique son choix en début d'année pour au moins un semestre.

Lorsque la compensation est choisie, elle conduit à la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

- 2) **au-delà des quatre premières heures de travail normal de nuit**, celui-ci est indemnisé.

Les modalités de fonctionnement de l'indemnisation et de la compensation font l'objet de précisions dans le règlement intérieur (RIALTO) du service prises après avis du comité technique paritaire (CTP) compétent.

Les dispositions relatives au travail normal de nuit présentées ci-dessus sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2002 ; elles se substituent aux règles précédemment en vigueur. Les modalités de gestion du dispositif d'indemnisation seront précisées ultérieurement. Dans l'intervalle, il est demandé aux chefs de service de tenir un état des heures effectuées de nuit dans le cadre du cycle normal de travail ainsi que des compensations auxquelles elles ont pu donner lieu.

Le directeur général de l'administration

Christian de LAVERNEE